UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/1998/108/Add.1
25 February 1998

Original: ENGLISH/FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-fourth session
Item 24 of the provisional agenda

ELECTION OF MEMBERS OF THE SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-fourth session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: three members from African States; three members from Asian States; one member from Eastern European States; three members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in document E/CN.4/1998/108, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 15 January 1998. That document also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data have been received since 15 January 1998.

4. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 23 February 1998. This document also includes biographical data not reproduced in document E/CN.4/1998/108 and/or received since 15 January 1998 (see annex).

5. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

6. The updated list of nominations as at 23 February 1998 is as follows:

African States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Benin	Mr. Arsène K. Capo-Chichi	Mr. Zacharie Richard Akplogan
Cameroon	Ms. Lucy Gwanmesia	Mr. Hillman Egbe
Gambia	Ms. Jainaba Johm	
Mauritius	Mr. Yeung Kam Yeung Sik Yuen	
Nigeria	Ms. Judith Sefi Attah	Ms. Christy Ezim Mbonu
Senegal	Mr. El-Hadji Guissé	
Uganda	Mr. Joseph Oloka-Onyango	

Asian States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
China	Mr. Guoxiang Fan	Mr. Shukong Zhong
India	Mr. Soli Jehangir Sorabjee	
Lebanon	Mr. Osman El-Hajjé	
Philippines	Ms. Evelyn Dunuan	Ms. Yasmin Busran-Lao
Sri Lanka	Mr. Rajendra Kalidas Wimala Goonesekere	Ms. Deepika Udagama

Eastern European States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Azerbaijan	Mr. Hidajat Chudush oglu Orudjev	Mr. Tofik Fuad oglu Moussaev
Russian Federation	Mr. Teimuraz Ramishvili	Mr. Vladimir Kartashkin

Latin American States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Argentina	Ms. Mónica Pinto	
Brazil	Mr. Paulo Sérgio Pinheiro	Ms. Marília Sardenberg Zelner Gonçalves
Chile	Mr. José Bengoa	Mr. Alejandro Enrique Salinas Rivera
Mexico	Mr. Héctor Fix-Zamudio	Mr. Alonso Gómez-Robledo Verduzco

Western European and other States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
France	Mr. Louis Joinet	Mr. Emmanuel Decaux
Greece	Ms. Erica-Irene A. Daes	Ms. Kalliopi Koufa
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Ms. Françoise Jane Hampson	

Annexe

CURRICULUM VITAE

M. Arsène K. CAPO-CHICHI (Expert)

(Candidature présentée par le Gouvernement béninois)

Nom :	CAPO-CHICHI
Prénoms :	Kocou Arsène
Né le :	30 octobre 1946 à Cotonou
Nationalité :	béninoise
Situation matrimoniale :	marié
Service militaire :	octobre 1975-octobre 1976 à Cotonou et au Camp militaire de Ouidah
Langue :	- français (parfaite maîtrise) - anglais (maîtrise moyenne de l'écrit et de la conversation)
Titre honorifique :	Chevalier de l'Ordre national du Bénin (décret No 92-194 du 31 juillet 1992)

Adresse privée permanente : Boîte postale No 9115, COTONOU II (République du Bénin)
Téléphone : (229) 33.07.47
Fax : (229) 33.05.29 ou 33.54.61

I. ETUDES ET DIPLOMES

A. Universitaires

1. Etudes doctorales

- Docteur en droit : spécialité droit économique, mention très honorable (juin 1987, Université d'Orléans, en France).

- Diplôme d'études approfondies (D.E.A.) droit économique et droit des affaires (juin 1985, Université d'Orléans).

2. Stage au Centre de formation en administration publique (CEFAP) Cotonou (République du Bénin) : octobre 1976 - février 1978 : option magistrature.

- Diplôme de magistrat.

3. Université nationale du Bénin : Faculté des sciences juridiques (octobre 1971 - juillet 1975).

- Diplôme de Maîtrise en droit privé (option carrières judiciaires et droit des affaires).

B. Secondaires

- Cours secondaire Léon-Bourgine et Lycée Béhanzin (Porto-Novo) : baccalauréat, série scientifique - Session 1969.

C. Autres

1. Institut panafricain pour le développement (Douala - Cameroun) : octobre 1969 - juin 1971 : Option Planification.

- Diplôme de planification régionale (Mention Bien).

2. Cours intensif de perfectionnement en langue anglaise à l'Anglo School de Londres (26 août - 6 octobre 1989) : Certificate of Attainement (Level Middle Intermediate).

II. ACTIVITES PROFESSIONNELLES

A. Grade actuel

Magistrat de classe exceptionnelle (catégorie A, échelle 1, échelon 12 à compter du 14 février 1991; décret No 97-27 du 29 janvier 1997).

B. Fonctions exercées au plan national

- Conseiller par intérim près la Cour d'appel de Cotonou (arrêté No 40/MJLAS du 27 février 1978).

- Substitut du Procureur de la République de Cotonou (Arrêté No 67/MJLAS du 27 avril 1978).

- Conseiller technique juridique du Président de la République (décret No 78-150 du 13 juin 1978).

- Cumulativement avec mes fonctions de Conseiller juridique du Chef de l'Etat, nommé représentant du Gouvernement auprès du projet pétrolier de Sèmè (République du Bénin). A ce titre, j'étais chargé d'une part, du contrôle et de la supervision de la société pétrolière américaine responsable de la gestion technique, financière et administrative du champ pétrolifère de Sèmè et, d'autre part, du rôle d'intermédiaire entre le Gouvernement du Bénin et les bailleurs de fonds (Banque mondiale, Gouvernements norvégien et britannique). Décret No 88-397 du 4 octobre 1988, confirmé par le décret No 90-218 du 30 août 1990.

- Remis à la disposition du Ministère de la justice et de la législation par le décret No 91-94 du 27 mai 1991. Nommé Chef du Service législation à partir du 15 juillet 1992.

- Directeur de la législation et de la codification au Ministère de la justice et de la législation par le décret No 95-19 du 25 janvier 1995, chargé des dossiers relatifs aux droits de l'homme.

- Directeur de cabinet du Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme (décret No 96-150 du 26 avril 1996).

- Président de la Cour d'appel de Cotonou (décret No 97-121 du 5 mars 1997).

III. EXPERIENCE DES RELATIONS INTERNATIONALES

A. Travaux d'expert

- Participation, du 16 octobre au 11 novembre 1978 à Genève (Suisse), aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'adoption d'un code international de conduite pour le transfert de technologies.

- Membre du Comité de suivi du projet pétrolifère de Sèmè (décret No 83-20 du 2 février 1983 et décret No 84-130 du 15 mars 1984).

- Participation, du 21 au 30 octobre 1987, à la session des experts pour les travaux du cinquième sommet de l'Autorité du bassin du Niger à N'Djaména (Tchad).

- Participation, de novembre 1988 à juin 1991, aux réunions statutaires (comités des experts, conseils des ministres) de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA).

- Membre du Comité des experts retenus par la Banque africaine pour le développement (BAD) Abidjan pour l'étude des effets du développement de l'énergie sur l'environnement (août 1994 - janvier 1995).

B. Responsabilités internationales

- Membre du Cabinet du Président en exercice de l'OCAM, de septembre 1979 à décembre 1984, en qualité de Conseiller technique juridique nommé par le décret No 79-235 du 13 septembre 1979.

- Président en exercice du Comité de réversion de la Charte de l'OUA (juin 1981 - novembre 1984).

- Membre du Conseil d'administration de la Société bénino-nigériane des ciments d'onigbolo (juillet 1978 - décembre 1984).

- Membre de la délégation du Bénin à la cinquante et unième, à la cinquante-deuxième et à la cinquante-troisième sessions de la Commission des droits de l'homme, tenues à Genève (Suisse), du 30 janvier au 11 mars 1995, du 18 mars au 26 avril 1996 et du 10 mars au 22 avril 1997.

IV. RECHERCHES ET PUBLICATIONS

- Monographie du Département du Mungo au Cameroun publiée à Douala et à Genève en 1970 (170 p.).

- Réorganisation des structures agricoles du Zou-Nord publiée à Douala et à Genève en 1971 (105 p.).

- Problèmes et réorganisation de l'Office national des pharmacies (ONP) : février 1978.

- Les procédés de financement des contrats internationaux à terme : mode de règlement et garanties bancaires (mémoire de D.E.A., Orléans, juin 1978).

- La sous-traitance dans les marchés de développement : obligations et solutions des litiges (thèse de doctorat en droit économique, Orléans, 22 juin 1987).

- L'Afrique face aux défis du nouvel ordre mondial (exposé présenté devant le cinquième Congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé (Accra, 20-24 septembre 1993) publié en janvier 1995 dans la revue ASICL Proc.5 (1993), p. 197 à 212).

V. ACTIVITES CULTURELLES

- Du 25 juin 1995 au 4 août 1995 (Genève et Strasbourg) : cours d'été sur l'évolution et la pratique des instruments internationaux des droits de l'homme.

- Du 9 au 14 novembre 1990 (Prague) : Séminaire international sur les interactions entre le progrès scientifique, l'environnement et le développement.

- Du 20 au 24 septembre 1993 (Accra) : cinquième Congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé sur le thème central : le système des Nations Unies et le nouvel ordre mondial.

- Du 20 au 27 novembre 1993 (Rabat) : vingt-troisième Congrès annuel de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF) sur le thème central : Aspects institutionnels et juridiques des relations entre économies industrialisées et économies en développement ou en transition.

- Membre du corps enseignant de l'Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie : la démocratie au quotidien (Cotonou).

- Membre de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration françaises (siège : 27, rue Oudinot, 75007 Paris).

- Membre de la Société africaine de droit international et comparé (siège : Aberdeen House, Londres).

- Membre de plusieurs associations culturelles de développement, notamment Secrétaire aux affaires juridiques de l'Association de développement économique et social de la sous-préfecture de Savalou (département du Zou au Bénin).

- Secrétaire de l'Organisation du Syndicat des magistrats du Bénin (de 1978 à 1990).

M. Zacharie Richard AKPLOGAN (Suppléant)

(Candidature présentée par le Gouvernement béninois)

Nom :	AKPLOGAN
Prénoms :	Zacharie Richard
Date de naissance :	2 mars 1952
Lieu de naissance :	Porto-Novo (Bénin)
Nationalité :	béninoise
Etat civil :	marié (père de quatre enfants)

I. ETUDES ET DIPLOMES

1959-1965 : Etudes primaires à l'Ecole catholique Saint-Joseph (Porto-Novo)

1965-1972 : Etudes secondaires au Lycée Béhanzin (Porto-Novo) : brevet d'études de premier cycle (1970); baccalauréat de l'enseignement de second degré, série littéraire (1972)

1972-1977 : Université nationale du Bénin : maîtrise ès sciences juridiques (1977)

1987 : Anglais : certificat d'aptitude linguistique des Nations Unies

1989 : Espagnol : certificat d'aptitude linguistique des Nations Unies

II. STAGES DE FORMATION

Février 1978 - octobre 1979 : Stage de formation au Centre de formation administrative et de perfectionnement (CEFAP), actuellement Ecole nationale d'administration (ENA) Niveau II : diplôme du CEFAP (option diplomatie).

Janvier à mai 1982 : Cours de spécialisation en relations internationales à la Fondation de recherches et d'études internationales, Université de Florence (Italie).

Juin à novembre 1986 : Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement.

Mars 1993 :	Atelier régional de formation à la gestion des situations d'urgence du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Dakar).
Mai 1993 :	Séminaire d'information et de sensibilisation des administrateurs des Ministères des affaires étrangères des Etats membres de la CEDEAO et de la CEEAC sur la drogue organisé par le PNUCID.

III. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Octobre 1979 :	Prise de service au Ministère des affaires étrangères et de la coopération.
Octobre 1979 - mars 1985 :	Collaborateur du Chef du Service orientation et prospective à la Direction des études et de la planification.
Mars 1980 - février 1985 :	Chef du Service affaires juridiques par intérim à la Direction des études et de la planification.
Mars 1985 - septembre 1987 :	Premier secrétaire, Chargé administratif à la Représentation permanente du Bénin auprès de l'ONU à New York.
Septembre 1987 - février 1991 :	Deuxième conseiller à la Mission permanente du Bénin auprès de l'ONU à New York.
Février 1991 - février 1992 :	Secrétaire permanent du Comité d'analyse et de prévision du Ministère avec rang de directeur adjoint.
Depuis février 1992 :	Directeur du Département des organisations internationales du Ministère.

IV. PARTICIPATION A DES REUNIONS ET CONFERENCES INTERNATIONALES

Depuis 1985 : Membre de la délégation béninoise aux sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies (représentant du Bénin à la Première Commission, à la Troisième Commission, à la Cinquième Commission et à la Sixième Commission).

Membre de la délégation béninoise :

1987 :	à la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.
Septembre 1990 :	au Sommet mondial sur l'enfance, à New York.

Avril 1992 : à la Table ronde des partenaires au développement économique et social de la République du Bénin à Genève.

Juin 1992 : à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro.

1992-1993 : aux réunions préparatoires de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en juin 1993.

Août 1994 : à la Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés sur la dette et le développement à Djakarta.

Mars 1995 : au Sommet mondial sur le développement social à Copenhague.

Avril 1995 : à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés et la commémoration du quarantième anniversaire de la Conférence afro-asiatique de Bandung de 1955.

Septembre 1995 : à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing.

Novembre 1996 : au Sommet mondial de l'alimentation à Rome.

V. PARTICIPATION A DES REUNIONS DE COMITES ET DE CONSEILS D'ADMINISTRATION

1985-1993 : Participation à plusieurs sessions annuelles du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et du Conseil économique et social. Représentant suppléant au Comité du programme et de la coordination (CPC).

1986 : Participation à la réunion du Comité conjoint OMS/UNICEF sur les soins de santé primaires (Genève).

1995-1997 : Représentant titulaire du Bénin au Comité du programme et de la coordination (CPC).

1996-1997 : Participation aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme.

1995 : Secrétaire général du Comité national préparatoire et d'organisation du cinquantième anniversaire des Nations Unies.

1995-1996 : Membre du Comité préparatoire et d'encadrement des séminaires nationaux relatifs aux droits de l'homme organisés au Bénin sur les thèmes suivants :

a) Les droits des personnes privées de liberté : modalités d'application du Code de procédure pénale (22 au 24 mai 1995); b) L'enseignement des droits de l'homme aux cours primaire et secondaire (13-16 novembre 1995); c) Les droits de l'homme et les médias (11-14 décembre 1995); d) L'indépendance du pouvoir judiciaire et les normes internationales en la matière (13-16 février 1996); et e) Le respect des droits de l'homme dans l'administration pénitentiaire (20-23 mai 1996).

VI. ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

Membre de la Société africaine du droit international et comparé.

VII. PUBLICATIONS ET RECHERCHES

- Mémoire de maîtrise en sciences juridiques : *"La sécurité sociale en République populaire du Bénin" (1977).*

- Rapport de fin d'études du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement : *"Considération sur les conditions fondamentales nécessaires à la prévention d'une guerre nucléaire et le rôle primordial de l'Organisation des Nations Unies"* (Genève - New York, 1986).

- Communication aux cinquième et sixième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé sur la *"Réforme du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies"*.

M. El-Hadji GUISSE (Expert)

(Candidature présentée par le Gouvernement sénégalais)

Nom : GUISSE

Prénom : El-Hadji

Date de naissance : 1942

Nationalité : sénégalaise

Situation de famille : marié (père de six enfants)

Profession : magistrat

I. FORMATION

- Etudes primaires à Linguère
- Etudes secondaires à Louga, Saint-Louis et Dakar
- Etudes supérieures à Dakar, Caen, Strasbourg et Paris

II. DIPLOMES OBTENUS

- Licence en Droit privé (1970)
- Diplôme du Centre national français d'études judiciaires de Paris (1972)
- Diplôme de l'Institut international des droits de l'homme - Strasbourg (1977)
- Ancien auditeur de l'Académie internationale de La Haye
- Ancien auditeur de la Commission du droit international.

III. FONCTIONS OCCUPEES DANS LA MAGISTRATURE

1972-1974 : Juge d'instruction à Dakar.

1974-1976 : Président de section au Tribunal du travail de Dakar.

1976-1979 : Juge au Tribunal hors classe de Dakar, Président de la première Chambre correctionnelle et du Tribunal des forces armées.

1979-1982 : Président du Tribunal régional de Thiès; chef de la famille judiciaire de la région.

1982-1985 : Juge au Tribunal de Dakar; Président du Tribunal correctionnel et du Tribunal des forces armées.

1985-1988 : Conseiller près la Cour d'appel.

1988 : Directeur de la Division judiciaire de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM).

1992 : Président de la Chambre à la Cour d'appel; Conseiller près la Cour de discipline budgétaire.

IV. AUTRES ACTIVITES

- Expert élu des Nations Unies en qualité de membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités; réélu en mars 1994.

- Rapporteur spécial des Nations Unies.

- Membre du Groupe ad hoc de l'UNESCO chargé de conseiller et de seconder l'organisation dans son domaine de compétence en matière de droits de l'homme.

- Ancien Secrétaire général du Comité sénégalais pour les droits de l'homme.

- Président de la Commission spécialisée (sciences humaines) de la Commission nationale pour l'UNESCO.

- Conseiller spécial de la Fédération des Clubs UNESCO au Sénégal.

- Plusieurs fois délégué représentant le Sénégal aux instances internationales traitant des droits de l'homme.

- Ancien Président de la Commission nationale de la carte d'identité de presse.

- Président de la Commission nationale fair-play, basket-ball.

- Chargé d'enseignement à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature; à l'Ecole nationale de police et à l'Ecole nationale des sages-femmes et cadres sanitaires.